

PRÉFACE
Par Daniel Cohn-Bendit

Daniel Cohn-Bendit est coprésident du groupe des Verts au Parlement européen. Il conduit la liste Europe Écologie en Île-de-France aux élections européennes de 2009.

En ce printemps marqué par une aggravation inquiétante de la crise économique et un rendez-vous aux urnes donné à tous les citoyens européens, l'essai que vous tenez dans les mains est à mes yeux particulièrement important et opportun.

Important et opportun, car ce livre pose, avec intelligence et surtout avec une clarté pédagogique rare, les bonnes questions à un moment qui devrait s'avérer décisif dans les choix que nous avons à faire de survie écologique de notre planète. Pendant des décennies, le dogme productiviste – qu'il soit libéral ou étatiste – s'est complu à objecter le « réalisme » de l'économie au prétendu « utopisme » de la pensée écologiste.

Mais, depuis quelques mois, le monde s'accélère et l'ordre des choses évolue à un point tel que nous sommes en droit de nous demander si notre véritable entrée dans le ^{xxi} siècle ne serait pas en train de se jouer sous nos yeux plutôt qu'à l'aune du soi-disant « choc des civilisations » proclamé par certains à la suite du 11 septembre 2001. Car nous sommes aujourd'hui à un carrefour des crises. Un moment

capital où le séisme de très forte magnitude qui ébranle l'économie mondiale vient croiser dans le temps et dans l'espace un état de consommation avancé de notre planète ; une maison dévorée par un feu de deux siècles de productivisme effréné et d'insouciance écologique presque totale.

Nous voici donc à un moment décisif ; celui où il est encore possible de choisir, où il reste une chance – que nous qualifierons sans mentir d'historique – de pouvoir infléchir le cours des événements à condition de ne pas, en raison d'un strabisme imbécile, négliger une urgence pour une autre et se trouver *in fine* à devoir payer deux fois pour la même crise. Car c'est là une des richesses majeures du livre de Pascal Canfin que de montrer l'impossibilité d'un règlement de la crise économique actuelle sans engager une transformation écologique et sociale profonde de nos modes de productions et de nos modes de vie.

Bien sûr, les quatre dernières décennies ont été jalonnées par une série de catastrophes environnementales d'ampleur, mais le discours écologiste durant la période continuait à résonner comme une prophétie pour des temps assez lointains, toujours repoussés par la promesse de nouveaux remèdes ou la découverte de nouveaux gisements de richesses naturelles. La prise de conscience assez récente des conséquences quasi-immédiates du changement climatique à l'œuvre sous l'effet d'une progression exponentielle des émissions de carbone a changé la donne.

La génération des écologistes presque vétérans (à laquelle j'appartiens désormais) ne saurait cependant se réjouir d'avoir eu raison trop tôt, comme celle de la relève (dont Pascal Canfin fait partie) refuse que l'urgence économiste et les impératifs industriels

viennent une fois de plus repousser l'enclenchement d'une conversion radicale de nos façons de produire, de consommer et de vivre.

La politique, telle que nous la concevons, ce n'est pas se satisfaire de la justesse de nos raisonnements ou de nos prévisions : c'est savoir se doter des moyens justes et appropriés pour agir. L'action est toujours indissociable d'une certaine forme d'exercice du pouvoir, et une des caractéristiques majeures de la culture écologiste en politique est de toujours conserver une certaine défiance à l'égard du pouvoir, y compris lorsqu'il s'agit de son propre exercice du pouvoir.

Chacun aura noté que, depuis quelques années, d'autres formations politiques que les Verts ont commencé à développer un discours et des propositions teintés d'écologie. Si les actes et les pratiques de ces nouveaux convertis étaient à la hauteur de leurs intentions déclarées, cela entraînerait plusieurs conséquences. Il serait d'abord beaucoup plus facile de dégager des majorités politiques pour engager la grande transformation écologique de l'économie que nous réclamons, notamment dans une période aussi cruciale que celle que nous traversons actuellement. Ensuite, la question de l'utilité d'une formation écologiste sur l'échiquier politique – autre que celle d'assumer le rôle de la mouche du coche – serait d'autant plus légitime que nous nourrissons presque intrinsèquement une propension élevée à nous interroger sur la finalité de nos actes et sur la nécessité ou non de devoir durablement instituer notre présence en politique.

Malheureusement, nous sommes très loin du compte. En dépit de l'urgence écologique aujourd'hui comprise par une large partie de l'opinion, les

formations classiques ont bien du mal à mettre leurs choix politiques en conformité avec leurs bonnes résolutions environnementalistes. La crise financière et économique a bon dos, et les exemples régressifs ne manquent pas. Illustration ? En cette fin mars, nous débattions au Parlement européen d'un plan de soutien à l'industrie automobile à l'échelle de l'Union. Au-delà de la quasi-unanimité politique sur la nécessité de soutenir socialement ce secteur en pleine déconfiture, le groupe des Verts européens s'est retrouvé étrangement seul lorsqu'il s'est agi d'imposer un minimum de conditionnalités écologiques à un tel soutien. Un isolement d'autant plus affligeant quand on sait les mesures prises en la matière par la nouvelle administration américaine peu de temps auparavant !

Mais la cécité des uns ne fait pas toujours la prospérité des autres. C'est un fait indiscutable : la représentation politique des écologistes en cette fin de décennie demeure bien trop modeste pour peser à sa juste valeur dans le débat démocratique capital qui se joue dans toute l'Europe. Après avoir accédé à des fonctions ministérielles dans plusieurs pays de l'Union durant les premières années du nouveau millénaire, la plupart des partis Verts du continent ont connu une certaine décrue électorale. Ce recul a été particulièrement flagrant en France, notamment lors de l'élection présidentielle de 2007. Au-delà des explications propres au contexte politique de chaque situation nationale, j'y vois au moins trois raisons d'ordre plus global.

Premièrement, notre évolution électorale récente est à rapprocher du recul idéologique et politique dans toute l'Europe de la gauche, avec laquelle nous avons régulièrement été associés. Dans ce contexte,

l'alternative écologiste a eu du mal à s'incarner face à la poussée néolibérale autant que par rapport à nos alliés de la gauche productiviste traditionnelle. Heureusement, il semblerait depuis quelques mois que les temps aient commencé de changer, même si, à mon sens, il est toujours plus sûr de compter sur ses propres forces que sur les faiblesses de ses concurrents.

Deuxièmement, l'échelon national semble plus que jamais mal adapté à une politique écologiste d'envergure. Je le répète souvent : « L'écologie dans un seul pays, ça ne marche pas. » Pas plus d'ailleurs qu'une collection disparate et non concertée de politiques écologistes dans plusieurs États. C'est tout l'enjeu d'un renforcement politique de l'Europe à l'heure d'une mondialisation économique et financière exacerbée que Pascal Canfin met en relief avec une extrême pertinence dans les pages qui suivent.

Enfin, il y a aussi un défi interne à la grande famille écologiste, mais dont les enjeux concernent l'avenir de notre société dans son ensemble : l'urgence de nous rassembler afin que la diversité qui fait notre richesse cesse de s'étioler dans des divisions stériles qui traduisent souvent davantage des oppositions de personnes et des différences de parcours que des désaccords majeurs sur les objectifs. L'écologie politique en France, comme dans bien d'autres pays d'Europe, est née dans les années 1970 des grandes luttes environnementales et antinucléaires, du refus de se soumettre à une agriculture productiviste et de la volonté d'entretenir des échanges équitables avec les peuples et les pays du sud de la planète. Ce « mouvementisme » et cet activisme écologiste demeurent le fondement de notre culture politique aux côtés de l'intervention et de l'expertise environnementalistes

mis en place par des associations initialement régionales ou nationales avant de devenir souvent transnationales sous la forme de grandes ONG regroupant parfois plusieurs centaines de milliers de citoyens actifs. La forme partisane, connue sous l'appellation de parti Vert, n'est apparue que plus tardivement, durant les années 1980, avec les succès qu'on lui connaît et aussi parfois, plus récemment, avec ses déboires électoraux. L'erreur de certains de ces partis est, au fil du temps, de s'être développés de manière trop « off-shore » par rapport aux autres réalités de l'écologie politique. En bâtissant, dans la perspective des élections européennes de juin 2009, des listes Europe Écologie qui rassemblent l'essentiel des grandes familles de l'écologie, et même parfois au-delà, nous avons su, je crois, faire preuve d'intelligence politique sans renier notre diversité et nous mettre en conditions favorables pour affronter l'urgence d'une transformation profonde de notre société, confrontée à une série de crises sans précédent.

Dans cette aventure toujours périlleuse qui consiste à se soumettre au verdict des urnes, Pascal Canfin est là aussi à nos côtés. Sa belle capacité dans ses écrits à rendre intelligible et presque évidente la complexité des choix économiques, écologiques et politiques à mettre en œuvre aujourd'hui nous laisse augurer du meilleur dans cet autre moment décisif.

À ma famille.

INTRODUCTION

Un nouveau modèle, maintenant

Y a-t-il aujourd'hui un seul pays au monde qui puisse se targuer de répondre aux exigences d'un développement soutenable? Pour répondre à cette question, considérons à la fois l'empreinte écologique et l'indicateur de développement humain (IDH). La première mesure la pression exercée sur l'environnement. Si celle-ci est supérieure à la capacité de la planète à régénérer son capital naturel, la pression exercée est insoutenable à moyen terme. Le second mesure la qualité de l'accès aux droits fondamentaux, comme l'éducation, la santé, l'alimentation, etc. Un pays qui aurait une empreinte écologique soutenable et un IDH élevé serait un modèle à suivre. Malheureusement, comme le montre le graphique page suivante, la case du développement durable est désespérément vide. Celui-ci reste donc à inventer.

La crise actuelle est l'occasion ou jamais de changer de modèle. Et l'Europe est un niveau pertinent et incontournable pour le faire. Les États nations ne peuvent agir que sur un territoire limité et, à l'exception des États-Unis, leur capacité d'action isolée sur la mondialisation est faible. Ce n'est pas le cas de l'Union européenne. Premier marché du monde¹, elle

1. Selon le Fonds monétaire international (FMI), le PIB de l'Union européenne est de 14 700 milliards de dollars contre 13 800 milliards pour les États-Unis (données exprimées en parité de pouvoir d'achat).

est l'endroit adéquat pour reprendre le contrôle de la mondialisation et imposer des réformes ambitieuses aux grandes multinationales (chapitre 4). C'est aussi un levier déterminant pour transformer les politiques publiques mondiales. L'Europe parle déjà d'une seule voix dans les grandes négociations internationales sur le climat ou à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Et les écologistes ont une vision précise de l'agenda international que l'Union doit porter pour changer le cours de la mondialisation (chapitre 4).

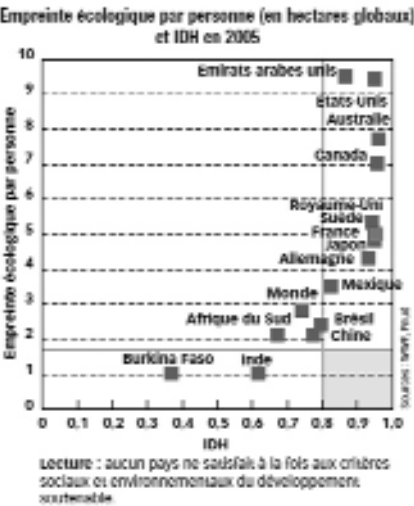
L'Europe est le bon niveau pour inventer un nouveau modèle, lutter contre les paradis fiscaux, protéger nos modèles sociaux (chapitre 5) ou faire le ménage dans le capitalisme financier (chapitre 3). Alors pourquoi l'Union n'a-t-elle pas fait grand-chose dans

ces domaines jusqu'à aujourd'hui? La réponse est politique et se structure autour d'un double clivage: gauche/droite et souverainiste/fédéraliste.

L'Union européenne est gouvernée par une majorité de droite. La majorité des États membres sont à droite (voir page 126), le président de la Commission, José Manuel Barroso, est de droite – il est l'ancien leader du Parti social-démocrate (PSD)² du Portugal –, et la majorité du Parlement européen est à droite. Il est logique, dans ces conditions, que les politiques suivies jusqu'à présent par l'Union soient d'inspiration libérale. Ce n'est pas l'Europe en tant que telle qui est en cause, mais bien la majorité politique qui la domine.

La gauche sociale-démocrate ferait-elle autre chose? Il est permis d'en douter. À la fin des années 1990, celle-ci était majoritaire en Europe. La France, l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni, notamment, avaient des gouvernements de gauche. Qu'ont-ils fait de différent? Ont-ils lutté contre les paradis fiscaux? Harmonisé l'impôt sur les sociétés pour éviter l'absurde et destructrice concurrence fiscale entre les Européens? Construit une Europe sociale? Certes non. Et leur responsabilité est grande car, on le sait, l'histoire repasse rarement les plats.

Si ces États de gauche n'ont rien fait, c'est parce qu'à côté du clivage gauche/droite, il en est un autre qui détermine les avancées européennes: le clivage souverainiste/fédéraliste. L'Union européenne n'est rien d'autre que la mise en commun de ressources et de compétences pour faire des choses ensemble. Les traités sont là pour fixer par écrit les compétences



Source : *Alternatives Économiques*.

2. Un parti conservateur, même si son intitulé ne l'indique pas.

que les pays acceptent de gérer de concert. Ainsi les États européens se sont-ils entendus pour créer une monnaie commune, avoir le même mandat de négociation à l'OMC ou encore mener une seule politique agricole. Mais ils n'ont pas accepté d'avoir un vrai budget unique : celui de l'Union européenne est limité par les traités à 1,24 % du PIB européen quand le budget fédéral américain est de 20 % du PIB. Ils n'ont pas voulu non plus se doter d'un impôt unique sur le capital ou d'un siège unique au Conseil de sécurité des Nations unies. Résultat : sur certains dossiers, l'Europe est un nain. Alors que tout le monde s'accorde à dire que la « relance » de l'économie doit passer par une coordination européenne, l'Union n'a pas de budget et pas le droit de s'endetter. Alors que l'Europe est le bon échelon pour taxer les capitaux et les bénéfices des sociétés, mobiles d'un pays à l'autre, elle n'a aucun pouvoir puisque en la matière les décisions se prennent à l'unanimité, ce qui revient à donner un droit de veto au Royaume-Uni ou au Luxembourg, qui bloque de fait toute avancée. Enfin, tant que l'Europe ne parlera pas d'une seule voix sur les grands problèmes géopolitiques, sa capacité d'influence sur la paix mondiale sera limitée.

Or, si les partis sociaux-démocrates ont, avec les chrétiens-démocrates, porté jusque dans les années 1990 les grandes réformes d'inspiration fédéraliste, dont la dernière en date est l'euro, ils ont, depuis, très largement perdu cette vision pour se recentrer sur les intérêts nationaux de court terme. Ni Tony Blair, ni Lionel Jospin, ni Gerhard Schröder n'étaient suffisamment fédéralistes pour trouver l'énergie des grands compromis qui ont fait avancer l'Europe. Quant à la « gauche de la gauche », en France comme

en Allemagne, elle reste largement souverainiste et place surtout son espace politique dans le champ national. De plus, elle est incapable de construire des alliances majoritaires pour transformer les politiques publiques. Et dans un Parlement européen élu au scrutin proportionnel, et où aucune force politique n'a la majorité seule, cette incapacité est un frein au changement.

L'Europe aborde donc les crises économiques et écologiques en ordre dispersé et dotée d'une majorité politique élue sur une idéologie libérale dont les impasses sont maintenant clairement établies. Elle doit changer, et les élections européennes sont la première étape de ce changement.

Celui-ci passe par une nouvelle majorité au Parlement européen, à la fois antilibérale et d'inspiration fédéraliste, pour faire avancer l'Europe sur de nouveaux chantiers, comme l'indispensable lutte contre les paradis fiscaux ou la concurrence fiscale. Cette ligne politique, dans tous les pays européens, ce sont les listes écologistes qui l'incarnent le mieux. La gauche de la gauche est certes antilibérale. Mais une partie d'entre elle est aussi antieuropéenne : aux journées d'été de la LCR (devenue, début 2009, le NPA), en 2008, on pouvait lire partout des pancartes « Non au capitalisme, non à l'Europe ». C'est une gauche qui renonce à utiliser le bon outil pour changer le système. Et mène donc un combat stérile. Les sociaux-démocrates, comme le PS en France, ne sont ni antilibéraux ni fédéralistes. Lorsqu'ils ont eu le pouvoir, ils n'en ont rien fait. Quant au Modem, il souffre d'une terrible contradiction : il est certes d'inspiration fédéraliste, dans la lignée des partis chrétiens-démocrates européens, mais ses élus siègent avec les

libéraux au Parlement européen. Ainsi, même si les élus français de ce parti étaient déterminés à lutter contre le libéralisme, ils seraient en permanence mis en minorité au sein de leur groupe politique européen. Une contradiction qui mine l'utilité du vote Modem pour transformer l'Europe.

À l'inverse, les écologistes de toute l'Europe sont réunis au sein d'un même parti, le Parti vert européen, qui a voté en mars 2009 un programme unique porté par l'ensemble des partis verts nationaux, et siègent au sein du même groupe politique au Parlement européen, le groupe Verts Alliance libre européenne. Ils disposent aujourd'hui de 43 sièges et constituent le cinquième groupe politique au Parlement (voir page 131). Leur influence est donc loin d'être négligeable, mais elle est encore insuffisante. Or, il nous reste peu de temps pour inventer le modèle soutenable dont nous avons besoin. Selon le président du Groupement international d'études sur le climat (Giec), qui coordonne les recherches sur l'évolution du changement climatique et a obtenu le prix Nobel de la paix en 2007, il nous reste sept ans pour mettre en place les mesures qui nous permettront de diviser par deux nos émissions de gaz à effet de serre en 2050 au niveau mondial. Si nous n'y parvenons pas, alors l'augmentation de la température moyenne de la planète sera supérieure à +2 °C par rapport au xx^e siècle. Or, +2 °C, c'est le seuil jugé critique par les climatologues. En-deça, le changement climatique aura des conséquences dramatiques mais contrôlables. Au-delà, il sera incontrôlable, et le pire deviendra réellement possible. L'Europe ne peut agir seule dans ce combat, mais elle a un rôle capital à jouer. Et le Parlement européen qui sortira des urnes le 7 juin aura

une grande part de responsabilité. La place des écologistes doit donc y être la plus importante possible. En France (comme en Allemagne, par exemple), les écologistes se présentent rassemblés dans une dynamique collective. Avec Daniel Cohn-Bendit, Eva Joly, José Bové, avec d'anciens responsables de grandes associations comme Greenpeace ou France Nature Environnement, avec des proches de Nicolas Hulot, la liste Europe Écologie constitue une équipe de choc. Qui mieux que José Bové pourra porter au Parlement européen le combat pour une autre politique agricole et pour le respect du droit à la souveraineté alimentaire au Sud ? Qui mieux qu'Eva Joly pourra porter le combat contre les paradis fiscaux et la corruption ? En Allemagne, Sven Giegold, le cofondateur d'Attac, et Barbara Lochbihler, l'ancienne secrétaire générale d'Amnesty International, sont engagés en position éligible sur les listes des Grünen (le parti vert) pour défendre une réforme radicale de notre modèle économique, insoutenable pour les hommes comme pour la planète.

Avec des écologistes forts, nous pouvons inventer le nouveau modèle dont nous avons tant besoin. Le 7 juin, ne ratons pas le rendez-vous.